

# ORGANISATION MONDIALE

## DU COMMERCE

G/L/420

4 décembre 2000

(00-5232)

---

### **RAPPORT (2000) DU COMITÉ DES PARTICIPANTS SUR L'EXPANSION DU COMMERCE DES PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**

1. Le Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information, ci-après dénommé le Comité, a été établi conformément aux dispositions de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (WT/MIN(96)/16), ci-après dénommée la Déclaration ministérielle, et aux dispositions relatives à la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (G/L/160), pour appliquer les dispositions des paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe de la Déclaration.
2. Le Comité a tenu quatre réunions formelles en 2000: le 21 mars, le 14 juin, le 3 octobre<sup>1</sup> et le 22 novembre. Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents G/IT/M/21 à G/IT/M/24.<sup>2</sup> M. Y. Shiran (Israël) a fait fonction de Président du Comité jusqu'en juin 2000, lorsque Mme E. Chelliah (Singapour) a été élue Présidente du Comité pour 2000.
3. Au cours de l'année dernière, le Comité a approuvé les projets de listes d'engagements présentés par Chypre, la Jordanie, l'Oman et la Slovaquie. Dorénavant associés à la Déclaration ministérielle, ces pays ont fait passer à 55 le nombre total de participants. Les représentants de tous les participants peuvent être membres du Comité. Le règlement intérieur du Comité prévoit que les Membres de l'OMC qui ne sont pas participants à la Déclaration ministérielle et les gouvernements ayant le statut d'observateur auprès du Conseil du commerce des marchandises peuvent obtenir le statut d'observateur auprès du Comité. Les demandes de statut d'observateur émanant des organisations internationales intergouvernementales sont examinées cas par cas. Le Centre du commerce international (CCI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont obtenu le statut d'observateur, et l'Organisation mondiale des douanes (OMD) est invitée à assister aux réunions en qualité d'observateur lorsque des questions de classification des marchandises ou de modification du SH figurent à l'ordre du jour.
4. Au cours de l'année écoulée, le Comité a traité un certain nombre de questions. Il a systématiquement examiné l'état de la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle, dont on trouvera un résumé dans le document G/IT/1 et ses versions révisées. Le document indiquait que la plupart des participants avaient présenté la documentation officielle pour la rectification et la modification de leurs listes OMC afin d'y incorporer les engagements découlant de la Déclaration ministérielle et que la plupart de ces documents avaient été certifiés par le Directeur général. Il a été noté que les participants qui n'étaient pas encore Membres de l'OMC mettaient en œuvre les concessions sur une base autonome. Quelques participants n'avaient pas encore achevé les procédures internes requises ni

---

<sup>1</sup> L'examen d'un point inscrit à l'ordre du jour a été reporté aux 13 et 26 octobre 2000, dates auxquelles la réunion a repris.

<sup>2</sup> Le compte rendu de la réunion du 22 novembre 2000 (G/IT/M/24) est en cours de distribution.

présenté la documentation nécessaire. Pendant l'année considérée, des questions ont été soulevées au Comité au sujet de problèmes de mise en œuvre concernant quelques participants.

5. Le Comité a aussi procédé à des consultations sur les obstacles non tarifaires se rapportant aux produits des technologies de l'information. La délégation australienne a présenté une proposition de programme de travail concernant les mesures non tarifaires et de nombreuses autres délégations ont présenté des documents sur l'expérience de leur pays en la matière. Les délibérations sur le programme de travail concernant les mesures non tarifaires se sont poursuivies tout au long de l'année et, le 26 octobre 2000, le Comité a adopté *ad referendum* un programme de travail concernant les mesures non tarifaires, sous réserve de nouvelles consultations avec les capitales au plus tard le 10 novembre 2000. Comme aucune observation n'a été reçue à cette date, le programme de travail a été considéré comme approuvé et a été distribué en tant que document officiel (G/IT/19). Le Comité a engagé des travaux se rapportant à la phase I dudit programme (inventaire des mesures non tarifaires).

6. Pendant l'année, le Comité a également examiné les divergences relatives à la classification. Prenant note des travaux constructifs réalisés par les experts des questions douanières depuis leur réunion de 1999, le Comité est convenu d'organiser une autre réunion informelle de cette sorte afin que ces experts puissent poursuivre leurs travaux en la matière. En juin 2000, une deuxième réunion a eu lieu dont les résultats ont été consignés dans le document G/IT/14, pour examen par le Comité. Les travaux sur les divergences relatives à la classification se poursuivent et une autre réunion informelle est prévue pour les 7 et 8 décembre 2000. Le Comité a pris note de la documentation actualisée de l'OMD concernant la classification des produits des technologies de l'information.

7. La Présidente a informé régulièrement le Comité, au titre des "autres questions", que divers participants continuaient de tenir des consultations entre eux sur l'examen des produits visés. Elle a encouragé les délégations à poursuivre les consultations

---